

DANZAS
SeaAir

700 agences dans le Monde

E-Mail : dzkh@bigpond.com.kh

Tel / Fax : 023 216 723

Tel / Fax : 023 362 960

16-30 juin
1999

n° 116

sixième
année

CAMBODGE NOUVEAU

Politique · Economie · Finances

d' autres dossiers

On est cette fois sur la "bonne voie" : c' est ce qu' on reconnu les bailleurs de fonds à l' issue de leur première "réunion de suivi" avec les représentants du gouvernement cambodgien.

Les efforts du gouvernement et des Cambodgiens pour mettre de l' ordre dans la maison, pour se préparer à prendre en mains leurs affaires, sont reconnus. Qu' il s' agisse de mobiliser les moyens nécessaires au gouvernement, de mieux répartir les ressources disponibles, de mieux gérer les forêts, ... les dossiers sont en bonne voie.

Ces dossiers sur lesquels depuis des années se concentre l' attention générale ne sont pas les seuls. On a privilégié le traitement de problèmes bien visibles, assurément urgents. Il en reste bien d' autres, non moins urgents.

On se prépare à diminuer fortement les effectifs de l' Armée : c' est le moment de définir les besoins du Cambodge en matière de Défense : quelles missions ? Et donc quelle armée ?

On met en route la réforme administrative. Mais quel Etat veut-on ? Interventionniste ? Libéral ? La question vaut d' être posée, discutée.

On va donner plus de moyens à l' Education nationale. Quels seront les besoins du Cambodge dans 10 ans ? Dans 20 ans ?

Mêmes interrogations pour le secteur privé. Il manque encore une législation complète sur les sociétés. Il faut lutter contre la contrebande. On connaît très mal les entreprises : investissements, activités ... Certains secteurs comme le tabac, le caoutchouc, ne sont guère transparents, sans parler de la drogue ...
c.n.

Les réformes sont pour le Cambodge une question de vie ou de mort. Ce n' est que si nous les réalisons ensemble que nous pouvons espérer rompre le cercle vicieux de la pauvreté et redonner à notre nation, autrefois forte et fière, sa juste place.

Toutes les mesures que nous sommes en train de concevoir et d' appliquer sont nécessaires au Cambodge. Ce n' est pas pour plaire à d' autres que nous réalisons scrupuleusement ces programmes, ils répondent aux besoins primordiaux du Cambodge et sont conçus pour bénéficier à tous les Cambodgiens. Nous accueillons volontiers, nous acceptons toutes les suggestions et les recommandations constructives car elles répondent à notre besoin de réformes.

Cambodge et donateurs ont des préoccupations similaires
En d' autres mots, le Cambodge et les pays donateurs ont des préoccupations similaires et s' efforcent ensemble d' y faire face.

De plus, en tant que pays bénéficiaire d' assistance, le Cambodge doit pouvoir garantir aux pays donateurs sa transparence et son sens de la responsabilité. Ces pays doivent avoir la possibilité de juger par eux-mêmes si le récipiendaire mérite d' être assisté. C' est pourquoi le contrôle des réformes réalisées par le gouvernement est une partie importante du processus, et le Cambodge s' y prête volontiers.

fiscalité : la TVA

Comme l' a dit le ministre Keat Chhon, il y a eu d' importants progrès dans la réalisation des réformes visant à améliorer le système fiscal et le budget. La TVA a été strictement appliquée malgré certaines protestations.

HUN SEN

Les réformes en cours : - fiscalité - forces armées - réforme administrative - gestion des forêts - loi foncière - "Avant 2010, le Cambodge maîtrisera son destin, une nation vraiment libre, libérée d' abord de la pauvreté"

Le 14 juin avait lieu la première des "réunions trimestrielles de suivi" entre le Conseil des ministres et les bailleurs de fonds, comme décidé à la réunion du Groupe consultatif, à Tokyo, en février dernier.

A l' issue de cette réunion, le Premier ministre Hun Sen a prononcé un discours très éclairant sur la disposition d' esprit du gouvernement et sur l' état d' avancement des réformes entreprises.

Extraits de ce discours.

La TVA joue de ce fait un rôle-clé dans la système fiscal du pays.

Le Gouvernement poursuit sa politique d' éliminer les exemptions de taxes.

revoir la loi sur les investissements

A ce sujet, la réunion de Cabinet du 11 juin a examiné et approuvé l' amendement de certaines dispositions du décret n° 88/97 sur l' application de la Loi sur les Investissements, dans l' esprit de restreindre les mesures incitatives consenties aux investisseurs.

Selon cet amendement, la production de biens de consommation, de services de télécommunications, et l' exploitation des ressources naturelles, à l' exception de l' exploration du gaz et du pétrole, ont été retirées de la liste des secteurs auxquels s' appliquent ces mesures incitatives.

Selon cet amendement, le gouvernement a décidé d' élever le

niveau du capital investi pour bénéficier des mesures incitatives pour une série de secteurs comme la fabrication de vêtements et autres textiles, ameublement, installations, produits chimiques et produits connexes.

Un autre point-clé de cet amendement : le gouvernement a retiré les produits pétroliers importés hors taxe de la liste des mesures incitatives dont les investisseurs peuvent demander à bénéficier.

Dans cet esprit, avant 2001, le gouvernement modifiera la Loi sur l' Investissement.

un contrôle PSI plus efficace

Pour améliorer la gestion et la collecte des droits de douane, le gouvernement va renforcer le PSI : Inspection avant embarquement. Le champ de la PSI va être élargi. Il est envisagé de faire supporter le coût de la PSI par les importateurs.

affectation des revenus des "quotas"

En tant que chef du gouvernement j' ai donné l' ordre que les recettes obtenues de la vente aux enchères des quotas pour les produits de confection à destination Etats-Unis soient versées au budget. 50 milliards de riels seront déposés sur un compte spécial à la Banque nationale du Cambodge réservé à des actions sociales prioritaires et pour financer la contre-partie cambodgienne des projets assistés. Le reste sera affecté au budget 1999.

Le problème des revenus non-fiscaux

Le Gouvernement reconnaît que le plus important défi qu' il doit affronter est la collecte des revenus non fiscaux. Au premier

(suite page 2)

A l'intérieur

Hun Sen discours du 14 juin la réforme administrative Economie et Finances :

**pp. 1 - 2 - 3
p. 3
pp. 4 - 5**

**Prisons et prisonniers
Entreprises
Livres**

**p. 6
p. 7
p. 8**

HUNSEN

rang : les revenus de la forêt. La baisse des recettes provenant de la forêt est due à plusieurs facteurs, notamment l'application de la politique rigoureuse du gouvernement; mais nous considérons cette baisse de recettes comme un inconvénient qu'il faut accepter pour obtenir des bénéfices à long terme grâce à la mise en place d'une politique forestière. Sans ces mesures, il aurait été plus difficile d'éradiquer la corruption et de casser l'exploitation illégale et la destruction de notre forêt.

Il n'en reste pas moins que le gouvernement a donné le 2 avril des instructions à tous les ministères concernés pour que les recettes non-fiscales soient immédiatement et totalement transférées au Trésor. Le Conseil des ministres a aussi demandé un transfert direct au Trésor des recettes venant de la vente ou de la location des biens de l'Etat.

les dettes du secteur privé

Le gouvernement a pris aussi des mesures pour recouvrer les arriérés de dettes fiscales du secteur privé, une autre source majeure de revenus pour l'Etat. Il est prévu d'introduire à l'échelon national un numéro d'identification fiscale. J'appelle toutes les entreprises à payer leurs dettes au gouvernement de façon volontaire et en temps voulu, de façon à éviter des méthodes contraignantes qui nuiraient à leur image ...

réorienter

les dépenses publiques

Nous nous préoccupons pour le court à moyen terme de rationaliser les dépenses publiques. Notre préoccupation principale est de réorienter les priorités de la Défense et de la Sécurité vers les secteurs sociaux - notamment l'Education, la Santé, l'Agriculture et le Développement rural - en prenant des mesures qui visent à augmenter la transparence budgétaire, améliorer les allocations de dépenses mensuelles et accroître

la discipline budgétaire.

Le gouvernement fera en sorte qu'en 1999 les objectifs budgétaires soient atteints tant pour les revenus que pour les dépenses.

Pour le moyen terme, les efforts pour rationaliser les dépenses devront être concentrés sur le renforcement de la discipline budgétaire et l'introduction d'un "plan glissant", multiannuel, de dépenses publiques (PEP).

On peut remarquer que le succès du plan de rationalisation des dépenses dépend de la réalisation des programmes de démobilisation militaire et de la réforme de l'administration civile.

nouveaux crédits du FMI et de la Banque Mondiale

Le gouvernement est en train de négocier avec le FMI et avec la Banque Mondiale deux programmes importants : un programme d'aide à l'ajustement structurel ("*Enhanced Structural Adjustment Facility*" ou *ESAF*); et un crédit d'ajustement structurel ("*Structural Adjustment Credit*" ou *SAC*) [voir p. 5]. Ces programmes contribueront au succès de nos programmes de réforme et assureront une solide fondation pour notre croissance à venir.

Armée : rayer les fantômes

Avec une ferme détermination et le total soutien de tous les milieux cambodgiens et étrangers, en particulier celui des hauts responsables de l'armée, le gouvernement a obtenu de premiers résultats très encourageants dans le repérage et la suppression des effectifs fantômes dans l'armée. En quelques mois, 12 868 "soldats" et 105 234 "membres de leurs familles" ont été rayés des fiches de paie, ce qui économise environ 9 milliards de riels pour cette année, sans compter les approvisionnements correspondants.

recenser les effectifs

Concernant la réalisation du plan de démobilisation militaire, la première phase du programme d'assistance aux anciens combattants (*Cambodian Veteran's Assistance Program* ou *CVAP*) consiste à recenser le personnel de l'Armée (RCAF).

Ce recensement a été effectué de façon transparente avec la participation des bailleurs de fonds concernés et avec le plein appui des hauts responsables militaires qui ont fourni au gouvernement, de façon volontaire, des rapports sur les effectifs fantômes, leurs "familles" et autres cas frauduleux.

Cette opération permettra d'établir des listes informatisées de fiches de paie, élément essentiel des réformes militaires. Le recensement doit être terminé en octobre 1999.

préparer la démobilisation

La seconde phase du programme consistera à réaliser un programme pilote de démobilisation, en décembre 1999-janvier 2000. En même temps, nous travaillons sur un programme de démobilisation qui sera terminé à la mi-2000.

aider les soldats démobilisés

Notre souci principal à ce stade est de fournir des allocations aux soldats démobilisés et d'établir un système de filets de sécurité qui leur permettra de réintégrer sans heurts et complètement la vie civile. C'est là la clé qui assurera le succès du programme de démobilisation militaire.

assister les familles des tués

Une autre préoccupation majeure dans cette entreprise est de poursuivre l'assistance aux familles des soldats qui sont morts au combat. Actuellement cela relève de la responsabilité du ministère de la Femme et des Anciens combattants. La politique du gouvernement

est d'utiliser les économies réalisées par la démobilisation pour les priorités sociales, y compris cette assistance aux familles des soldats tués au combat. Néanmoins, pour le court terme, le gouvernement ne dispose pas d'assez de ressources pour cela. Je voudrais donc adresser un appel aux donateurs pour qu'ils prennent en considération et soutiennent les efforts du gouvernement pour faire face à ce problème.

appel à l'aide internationale

Pour parler franchement, l'assistance que nous avons reçue jusqu'à présent reste en deça de nos besoins pour réaliser entièrement le programme, en particulier des projets-pilotes dans un certain nombre de provinces. Je souhaite souligner l'importance de l'aide internationale dans ce domaine. Si l'assistance ne nous parvenait pas, ou avec retard, c'est tout le programme de réforme qui pourrait dérailler, ou se trouver reporté.

fantômes et réforme administrative

Vous pouvez vous interroger aussi sur les "fonctionnaires fantômes". Le gouvernement s'en est déjà préoccupé : entre 1996 et 1998, 17 685 travailleurs fantômes ont été rayés des listes de salaires du gouvernement.

C'est un bon départ pour la réforme administrative. Etant donné les capacités et les besoins actuels du Cambodge, optimiser le service civil est une priorité. Mais il faut auparavant un recensement, une analyse fonctionnelle de tous les ministères et agences gouvernementales, et la création de "filets de secours" pour les anciens fonctionnaires.

Sans un recensement crédible, il serait extrêmement difficile de retirer des services de paie un nombre précis de personnes en surnombre.

Les services de paie seront entièrement informatisés fin 1999 et le recensement de tous les agents de l'Etat sera terminé en mars 2000.

A PROPOS ...

"tranche" japonaise

Le Japon a remis le 15 juin au ministre des Affaires étrangères Hor Namhong une somme de 37 millions de dollars, première tranche de l'aide promise à Tokyo par le Japon (plus de 200 mio \$ pour 1999). Environ 28 mio serviront à desservir en électricité quatre parties de l'agglomération de Phnom Penh : Chruy Changwar, Russey Keo, Pochentong,

Takmau. On commencera par Chruy Changwar et Russey Keo (coût total du projet 33 mio \$, *cn 115 : EDC*).

Le reste du don sera consacré à l'irrigation dans la province de Kandal.

le rapport "grenades"

La publication du rapport de la Commission gouvernementale des Droits de l'Homme, qui fait le point sur les enquêtes concernant -notamment- l'attentat à la grenade du 30 mars 1997,

et les meurtres et disparitions après juillet 1997 - est retardée d'une dizaine de jours. La publication devrait être suivie d'une conférence de presse.

Rainsy contre Jennar

S'estimant diffamé par un article de Raoul Jennar paru en mars dans le *Monde Diplomatique*, Sam Rainsy, ancien ministre des Finances, président du PSR et leader de l'opposition, a porté plainte le 1er juin à Paris contre le journal et contre

l'auteur de l'article, et demande des dommages et intérêts très élevés. R. Jennar écrivait notamment "*Sam Rainsy lui aussi a collaboré avec les khmers rouges au sein du GCKD [Gouvernement de Coalition du Kampuchea Démocratique rassemblant khmers rouges, sihanoukistes et FNLPK de Son Sann à partir de 1982] et du Conseil National Suprême*". Sam Rainsy nie avoir été membre du GCKD, avoir jamais soutenu les kr, ni avoir eu de di-

Cette enquête a été demandée le 25 mars par le Premier ministre à la Commission gouvernementale des Droits de l'Homme à la suite d'une question de Thomas Hammarberg sur la présence en prison d'enfants de prisonniers. Nous avons enquêté sur ce point et sur les prisons dépendant du ministère de l'Intérieur :

- 24 prisons ;
- 3 530 prisonniers, dont 215 femmes (6 %).

Le rapport d'enquête a été terminé le 14 juin. Il sera rendu public dans les jours qui viennent.

des enfants en prison ?

Sur la question des enfants de prisonniers en prison, nous en avons recensé quatre, 3 garçons, 1 fille. Il est apparu que la première raison de cette présence était affective. Qu'en outre ces enfants avaient un "environnement" bien meilleur que s'ils étaient hors de la prison (cadeaux des visiteurs des ONG...). Il n'y a donc pas lieu à mesures ou législation particulières.

moins de 1000 riels par jour pour se nourrir

Sur les conditions de vie des prisonniers :

Les prisonniers ont chacun 1000 riels par jour pour assurer leur nourriture. C'est très peu, et c'est encore diminué par le fait que la prison n'a pas de budget pour l'eau, l'électricité, la maladie, l'entretien. Il faut donc nourrir chaque prisonnier avec moins de 1000 riels. Au vu de cette situation, on peut conclure à une situation très critique.

Mais il faut tenir compte d'autres facteurs qui améliorent quelque peu cette situation.

quelques facteurs de soulagement

Selon notre enquête, l'état de santé général ne se dégrade pas. On ne meurt pas de faim en prison. En fait, le rapport de la Commission demande sur ce point un suivi par le corps médical qui, seul, pourra en juger avec précision et objectivité.

Un point qui nous a paru positif : les *difecteurs des prisons* gèrent de façon responsable, très minutieuse, les achats de bois pour la cuisson, de légumes, de poisson, ...

Les ONG d'autre part, et principalement le CICR (Comité International de la Croix Rouge), très spécialisé -et le seul vraiment apolitique- sont très attentives. Le CICR apporte son aide, verbale et matérielle, tous les 3 mois (tous les 6 mois pour quelques prisons très éloignées (Rattanakiri, Preah Vihear).

LES PRISONS ET LES PRISONNIERS

un entretien avec M. Om Yentieng

Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme

Les prisonniers en arrivant reçoivent 20 "articles" : uniforme, moustiquaire, nappe, marmite, savon, coton hygiénique, ... Ceux qui sont libérés en emportent parfois avec eux, de sorte que les arrivants n'ont pas toujours, provisoirement, tous ces articles. Ils sont alors remplacés par le CICR.

Il faut aussi mentionner l'aide apportée par les *visiteurs extérieurs*, nourriture, médicaments, objets ... Les enquêteurs de la Commission ont constaté que tous les prisonniers avaient des chaussures.

l'aide australienne

Il faut mentionner des cas particuliers : à Kompong Cham, si un prisonnier doit être soigné d'urgence, la prison a le droit de prélever en pharmacie tous les médicaments nécessaires, l'Australie a donné son accord pour les rembourser.

L'Australie apporte du reste une aide substantielle : elle vient de rénover 5 prisons.

Pour celle de Kompong Speu, l'Australie rémunère un médecin qui visite les prisonniers tous les jours du lundi au vendredi de 8 à 10 h.

La Licadho apporte aussi des soins médicaux, et un secours en médicaments.

D'une façon générale, nous considérons que les ONG qui s'intéressent aux prisonniers, même dans un esprit de surveillance et de critique, sont utiles. Elles aident à éviter des dérapages. Bien sûr il serait encore meilleur que davantage apportent une aide matérielle.

niveau de vie : il y a pire

Une autre approche pour juger des conditions de vie des prisonniers est de les comparer à celles des autres, par exemple à celles des policiers et des gardiens, à celles des malades hospitalisés.

Les soldats hospitalisés dans les hopitaux militaires ont 500 riels par jour; depuis cette année : 870 riels.

Les ouvriers des chantiers, par exemple ceux qui construisent Prey Sar, la nouvelle prison pour Phnom Penh et Kandal qui remplacera T3 dans 18 mois : 700 riels/jour.

Les policiers ont 60 000 riels/mois depuis quelques mois, et là-dessus ils doivent nourrir leur famille; et encore, il y a parfois des retards de 3 mois dans les salaires, alors que les prisonniers n'ont jamais eu d'interruption de nourriture : les directeurs de prison se débrouillent pour emprunter à faible taux, ...

Il ressort de notre enquête, nous dit M. Om Yentieng, que la situation des prisonniers n'est pas la pire, qu'ils ne sont pas au plus bas de l'échelle sociale.

Selon notre enquête, si l'on considère 100 niveaux de vie, celui des prisonniers se situe au 30^{ème} rang, c'est à dire qu'il existe 29 niveaux encore pires.

Un exemple : l'eau potable : les deux-tiers des prisons en ont, alors qu'elle manque très souvent dans les villages. Plusieurs prisons ont une évacuation correcte des eaux usées.

une heure par jour au moins hors cellule ...

Le prakas sur les prisons spécifie que les prisonniers doivent avoir au moins une heure par jour d'air libre hors de la cellule. C'est effectivement très important pour la santé physique et mentale. Nous avons constaté des pratiques très diverses : parfois les prisonniers ont 5 heures par jour (Svay Rieng et Kompong Cham), ailleurs (Ta Keo) on enmène les "bons prisonniers" travailler hors de la prison. En général, il y a deux heures hors de la cellule par jour. Mauvais exemples : Kompong Thom, et d'autres, où l'on "punit" (tentative d'évasion, ...) en diminuant ces temps hors de la cellule, contrairement au prakas.

On constate que les prisonniers qui ont le plus de temps hors de la cellule sont en meilleur état psychique, il y a moins de tensions, moins d'énerverment.

bâtiments vétustes

Il faut tenir compte aussi de beaucoup d'autres facteurs : les bâtiments n'ont souvent pas changé depuis l'époque coloniale, et le nombre des prisonniers a doublé ou triplé ! Les conséquences sont très graves aussi pour le personnel des

prisons

Les effectifs des gardiens : en moyenne 4 prisonniers pour un gardien, mais avec des variations importantes :

Kandal : 30 pour 190
Kompong Speu : 35 pour 126
Kompong Cham : 37 pour 157
Prey Veng : 40 pour 102
Svay Rieng : 40 pour 97
Kompong Thom : 30 pour 94
Prey Sar : 65 pour 201
T3 : 85 pour 431 (dont 26 étrangers de 7 nationalités).

les visites

Le rapport traite aussi des visites aux prisonniers : 1 fois par semaine, avec enregistrement préalable. Ces visites se font en fonction des effectifs du personnel -qui n'a aucun congé, aucun dimanche-. Il faut payer 500 ou 1000 riels pour ces visites ? Un paquet de cigarettes en plus ? Ces accros sont très minimes, ils sont très surveillés, et ceux qui se plaignent ont en général voulu des visites "hors normes". Il arrive alors que les visiteurs doivent partager avec les gardiens ce qu'ils apportent aux prisonniers.

Ta Mok, Duch, bien gardés !

Des cas particuliers ? Ta Mok, pour 1 heure hors cellule matin et soir est protégé par plus de 30 gendarmes. Pour Duch, pas encore jugé non plus, 1 heure de 7h30 à 8h30 : toute l'enceinte de la prison est bouclée, même le procureur ne pourrait pas passer ! Nuon Paet, à T3, condamné à vie, apprend l'anglais ...

Recommandations

Ce rapport sur les prisonniers et les prisons conclut par des recommandations, parmi lesquelles :

- **augmenter le budget;**
- appliquer pleinement le prakas sur les droits des prisonniers, et notamment **le droit d'avoir un avocat, de faire appel du jugement;**
- **une enquête approfondie du ministère de la Santé** sur les 3530 prisonniers, avec fiche individuelle; il faut des statistiques sur les cas de gale, de tuberculose, sur l'état psychique, sur les décès ...
- **créer une inspection des prisons;**
- **les prisonniers pourraient cultiver des légumes,** ceux qui sont proches de la libération en particulier, ce serait psychologiquement utile et améliorerait la nourriture;
- **encourager les "bons prisonniers" par des réductions de peine,** des récompenses, inciter les prisonniers à bien faire; sinon les mauvais restent mauvais.

Economie et Finances

Les défis pour 1999 et 2000 : mettre en œuvre les réformes que le Premier ministre a promises dans ses déclarations au peuple de fin novembre 1998, et à la communauté internationale à la mi-février 1999.

Trois secteurs font l'objet d'une attention toute particulière de la part de la communauté des bailleurs de fonds :

- les forêts, leur gestion;
- la fiscalité, qui implique une meilleure transparence de certains secteurs d'activité; et le rapatriement des recettes au sein du budget de l'Etat;

- la démobilisation et la réforme administrative.

Une remarque : les bailleurs de fonds ne lient en rien leur aide à la question des droits de l'Homme.

transparence pour la gestion du bois ...

Concernant la forêt, l'essentiel est la "transparence". Tout le monde, les bailleurs de fonds, les rapports, la réclament. On veut connaître la situation des coupes, et comment la forêt est gérée : où vont les profits.

... et pour la Confection

Concernant la fiscalité : c'est aussi une question de transparence. Particulièrement visée : la Confection. Les bailleurs de

Cambodge Nouveau
le lieu où s'informent
et se rencontrent
le secteur privé
et le secteur public,
les responsables
Cambodgiens
et étrangers

fonds voudraient savoir au juste ce qui est importé et ce qui est exporté. Ils estiment que les contrôles ne sont pas fiables. Plutôt que 5 ou 6 contrôles peu crédibles, il faudrait un véritable PSI, *pre-shipping inspection*.

"Ce dossier de la Confection pourrait devenir aussi important que celui des forêts. La fraude n'est pas prouvée, mais elle est probable, c'est l'avis de tous les organismes internationaux. Les professionnels vont avoir des problèmes !" nous dit notre interlocuteur. Il va leur falloir procéder à des

- **les bailleurs de fonds exigent la transparence : après la Forêt, soupçons sur la Confection**
- **sociétés trop mal connues**
- **service public : pas de cash pour les fantômes !**
- **effectifs, travail, et réforme structurelle**

"ajustements structurels".

Quelle genre de fraude soupçonne-t-on ? Notre interlocuteur ne veut rien affirmer, mais il suggère qu'il pourrait y avoir expédition dans des pays tiers d'étiquettes "made in Cambodia", vente de faux certificats d'origine ... procédés destinés à faire admettre hors quotas par les Etats-Unis des produits nullement fabriqués au Cambodge.

Le fait est que le système actuel est simplement "déclaratif" (comme il l'est en occident).

Une véritable transparence de ce secteur permettrait du reste d'asseoir la fiscalité de façon équitable et incontestable.

pourrait être passé. Après - 2,78 % en 1998, le ralentissement ne serait que de -1,5 % en 1999. Le soutien à la demande interne a créé un déficit budgétaire énorme. Mais la remise en ordre du système bancaire est en bonne voie.

Les économies asiatiques sont en reprise. Les cours des bourses remontent, les taux d'intérêt baissent. C'est la Corée du Sud qui réussit le mieux, de janvier à mars elle a eu un taux de croissance annuel de 4 % (après un taux négatif en 1998). En Indonésie, les élections s'étant passées sans heurts, la

La Confection n'est d'ailleurs pas le seul secteur d'activité qui manque de transparence. D'autres, très mal connus, peuvent se sentir visés ...

on connaît mal les grandes sociétés

Il y a un manque de transparence aussi, ou plutôt de connaissance, dans le cas des grandes entreprises installées au Cambodge.

On ne sait pas quels investissements extérieurs sont vraiment réalisés, après leur agrément par le CDC. On ne connaît ni

les effectifs, ni le chiffre d'affaire, ni les activités des 1000 plus importantes sociétés du Cambodge.

C'est pourtant nécessaire pour établir une fiscalité juste, pour la connaissance de l'évolution de l'économie, et pour établir une stratégie de développement.

services publics : limiter la masse salariale

L'idée des bailleurs de fonds est ici qu'il faut limiter la masse salariale.

Si l'on veut augmenter les salaires, dans l'administration comme dans l'armée, cela ne peut se faire qu'en réduisant le personnel.

bourse a repris 12 % en un seul jour. En Malaisie reste une incertitude sur l'amélioration du système bancaire, et le contrôle des changes demeure. En Thaïlande la tendance est bonne, mais le système bancaire manque de transparence, les créances douteuses interviennent au total pour 46 % dans les bilans; et manque aussi une bonne législation sur les sociétés. Hong Kong et Singapour ont connu une réduction de leur PIB, du chômage, mais avec leur flexibilité devraient connaître une reprise au second semestre 1999.

Seule la croissance économique permettra d'augmenter les salaires une fois les effectifs réduits.

En fait, si on examine de près les effectifs de la fonction publique, la proportion par rapport aux normes habituelles n'est pas tellement exagérée.

Education et Santé : effectifs normaux

Pour l'Education nationale, qui représente à elle seule la moitié du total de la fonction publique, les effectifs sont normaux.

Normal aussi le nombre de médecins et les effectifs de la Santé, à peu près 15 % du total.

S'il y a un surnombre, c'est donc dans les autres ministères. La Défense comme on l'a dit. Ailleurs les problèmes est surtout celui d'une meilleure répartition des rôles. Il faut une "réforme structurelle".

Il y a dans certaines unités des gens en surnombre, de jeunes universitaires souvent, en période probatoire d'un an, sans rôle précis. Il faut mettre certains "en disponibilité". Ce n'est pas forcément dramatique. Beaucoup ont un second travail et pour cette raison ne respectent pas les horaires.

d'abord travailler Ensuite le cash !

Il ne faut pas rêver, il faut être réaliste. Les partants n'auront pas de cash. L'idée que chacun recevra 1200 \$ est fautive. Ceux qui doivent partir, qu'ils partent maintenant !

Il faut aussi un changement de mentalité. Que chacun comprenne bien que le Cambodge ne peut pas vivre de financements venus de l'extérieur sans faire lui-même des efforts. D'abord des efforts, ensuite le cash. Et comme l'a dit le Premier ministre : "Pas d'argent pour les fantômes !".

Pour la Chine, la croissance reste forte après + 7,8 % en 1998. Elle a d'abondantes réserves de change, un niveau de dettes faible, son crédit extérieur n'est finalement pas entamé par la faillite d'une Corporation de Commerce International; des réformes importantes sont engagées. La Chine conserve un rôle régional clé.

En Europe, la croissance ralentit, d'où la baisse du taux directeur. Mais pas de "relance", parce que la traité de Maastricht limite à 3 % les déficits budgétaires des pays membres.

A PROPOS ...

croissance forte.

Le Brésil semblait sorti de la crise, après une dépréciation de 40 % de sa monnaie, l'Amérique du Sud va mieux. La contagion que l'on craignait ne s'est pas produite - la dollarisation de l'Argentine y a aidé.

En Russie en revanche la dépression est profonde. Des restructurations énormes restent à faire. Le FMI a promis 4,8 milliards de dollars, mais c'est à peu près le montant de la dette russe pour 1999.

Au Japon, le fond de la crise

situation, perspectives

Les résultats des quatre premiers mois concernant les recettes et les dépenses de l'Etat, et l'évolution économique en général, permettent un certain optimisme.

Pour s'en tenir à l'essentiel :

- la croissance du PIB en 1999 devrait atteindre l'objectif officiel de 4 %, et peut-être le dépasser.

- le rapport entre les recettes et les dépenses est, en gros, satisfaisant, et le budget devrait être excédentaire dans une mesure peut-être plus forte que ce qui a été prévu.

recettes : contrastes

Un sujet de satisfaction : les impôts rentrent bien, notamment la TVA si décriée. Dès la première année, dès les premiers mois de son application, elle est en passe de devenir le corps des revenus de l'Etat, comme c'est le cas dans les pays à fiscalité moderne (France, Allemagne, Grande Bretagne, Italie, ...).

La plupart des autres impôts rentrent bien aussi, il n'y a pas de retard sur les prévisions du budget 1999.

Du côté des douanes, on constate une nette amélioration. Les droits, en gros rentrent correctement, il n'y a pas, là non plus, de retard sur les prévisions, une situation que l'on n'avait pas connu ces quatre dernières années, où les retards sur les prévisions étaient compris entre 3 et 10 %.

Les causes : - la gestion des douanes est plus efficace; - les exemptions "ad hoc" ont sérieusement diminué; - la fraude a diminué.

En revanche **les recettes non fiscales rentrent très mal**.

Au premier rang : les recettes du bois, dont on avait escompté un grand progrès. A cause du faible prix du bois sur les marchés internationaux, à cause peut-être du niveau de la taxe, fixé à 54 \$ le m3 (au lieu de 14), à cause aussi de la destruction des scieries clandestines depuis 3 mois, et enfin à cause des pluies précoces, les recettes, au lieu de 74 milliards de riels (19,5 millions de dollars) escomptés pour 1999 pour-

raient n'atteindre que moins de la moitié : on les estime maintenant à 30 milliards de riels (7,9 mio \$).

En tous cas le ministère des Finances n'a pas l'intention de modifier le montant de la taxe : 54 \$/m3.

Mauvais résultats aussi du côté des créances des Postes et Télécommunications : ce ministère a des problèmes avec les compagnies de téléphone qui ont d'importants arriérés de dettes, ce sont des recettes espérées qui ne rentrent pas.

• **la TVA, les impôts rentrent bien -sauf la taxe sur le bois**

• **1999 : on espère un bon excédent budgétaire**

• **Reprise des prêts du FMI et de la Banque Mondiale**

• **1999 : + 4 % ou davantage ? 2000 : + 5,5 ... ou davantage ?**

recettes providentielles

Ce sont celles qui proviennent des ventes aux enchères, par le ministère du Commerce, des "quotas" et des licences aux industriels de la Confection. Elles sont de l'ordre de 18 à 20 millions de dollars depuis le début de l'année.

La question de leur utilisation n'est pas encore tranchée. Le ministère du Commerce voudrait en garder une bonne partie pour financer des opérations de lobbying aux Etats-Unis. Le ministère de l'Economie entend qu'elles entrent dans le budget de l'Etat.

Les dépenses, qui donnaient de l'inquiétude (cn), sont jusqu'à présent

dépenses : contenues

à peu près contenues. Il n'y a pas de dérapage important du côté de la Défense et de la Sécurité, le ministère des Finances résiste jusqu'ici aux pressions. On peut conserver des craintes pour l'avenir, mais jusqu'à présent les prévisions budgétaires sont, dans ce domaine aussi, respectées.

C'est ce qui permettra de donner plus de moyens aux ministères traditionnellement sacrifiés dans le passé : la Santé et l'Education.

Si ces tendances se poursuivent, on obtiendra un excédent budgétaire plus fort

bon excédent budgétaire

que celui prévu au budget 1999.

Cela permettra au gouvernement de financer les "coûts locaux", c'est à dire la participation que les bailleurs de fonds demandent

rapport à 1998, la croissance du secteur agricole dans son ensemble pourrait atteindre 3 à 4 %, poussant sensiblement le PIB vers le haut.

La Construction donne des signes de redémarrage : on peut lui attribuer une croissance de 3 % pour 1999, et davantage pour 2000.

Le Tourisme est en progrès aussi. On peut en dire autant de la Confection.

On observe du reste une augmentation de la consommation que les experts estiment à 6,5 % pour l'année. Au vu des 5 mois écoulés, on compte pour 1999 sur un "redémarrage en douceur".

Pour 2000, on table officiellement sur une croissance de 5,5 %, un chiffre que l'on estime prudent, qui marquerait la consolidation de la reprise, tout en espérant une bonne surprise que l'on se hasarde à situer à 6 ou 6,5 %.

Une mission du FMI vient de quitter le Cambodge; une autre viendra en juillet; une autre en novembre. L'équipe semble déterminée à reprendre pour de bon l'assistance au Cambodge.

FMI, Banque Mondiale bientôt le retour

Dans le cas du FMI, il est question d'un nouveau crédit de 80 millions de dollars destinés à la balance des paiements (donc à la Banque nationale), en trois ou quatre tranches. La première pourrait être pour septembre ou octobre, mais la décision n'est pas prise. Elle est suspendue aux mesures concrètes que le Gouvernement prendra pour remplir les promesses faites à Tokyo.

Concernant la Banque Mondiale, selon les discussions commencées en mai et juin, il pourrait s'agir d'une aide budgétaire, non affectée à des secteurs ou des projets spécifiques, de 40 millions de dollars. Elle aussi sera liée à l'avancement des réformes.

Il est question d'un commencement fin 1999.

Cambodge

Nouveau

ne copiez personne
ne le copiez pas !
Citez - le !

HUNSEN

Dans le court terme, le gouvernement impose de strictes restrictions à l'embauche, et demandera à 2000 fonctionnaires et 3000 enseignants de se retirer. Pour faire face au manque d'enseignants, le gouvernement autorisera le ministère de l'Education à embaucher des enseignants sous contrat.

mesures pour la forêt

Quant à la gestion des forêts qui a attiré de façon répétée l'attention de la communauté internationale, le gouvernement est résolu à intervenir énergiquement et à améliorer cette gestion. Nous avons obtenu des résultats encourageants. La question de la corruption et des activités illégales a été traitée de façon efficace. Au total, on relève quelques cas d'activités illégales à petite échelle. Le gouvernement concentre maintenant ses efforts à mettre en place et renforcer un système de surveillance qui repère les activités illégales, et

à installer un système durable de gestion.

Avec l'aide de l'ADB, le gouvernement va revoir tous les contrats de concession forestière; cette tâche doit être terminée en juin 2000.

En attendant, le ministère de l'Agriculture a reçu le 11 juin instruction d'appliquer strictement le prakas du 25 janvier 1999 sur les mesures pour lutter contre les activités forestières illégales et pour assurer une bonne gestion de la forêt. D'ici la fin de 1999 le projet de loi sur la gestion de la forêt sera soumis à l'Assemblée.

appropriations illégales

Cependant d'autres défis apparaissent. Dans tout le pays se pratique la coupe illégale de la forêt pour l'utilisation personnelle du terrain. Je me suis personnellement intéressé à à de nombreux cas de grignotages

illégaux. Le gouvernement a récemment confisqué de nombreux terrains dont s'étaient emparés de puissants escrocs officiels, et les a rendus à l'Etat ou à leurs précédents propriétaires.

nouvelle loi foncière

Pour établir un environnement légal adéquat la nouvelle loi foncière devra être adoptée d'ici la fin de 1999.

D'autre part, des instructions ont été données pour que des comités provinciaux et municipaux soient créés immédiatement pour traiter des litiges fonciers.

Avant 2010 le Cambodge assurera son destin

Grâce à des mesures concrètes, nous espérons établir un environnement permettant le développement à long terme du Cambodge.

A la réunion de Tokyo en février dernier, j'ai dit qu'avant la fin de la première décennie du prochain siècle le Cambodge veut assurer pleinement son destin, devenir un partenaire à part entière dans les affaires régionales et mondiales, et devenir une nation vraiment libre, libérée avant tout du besoin et de la pauvreté. Je suis convaincu que c'est seulement grâce à ces réformes que le Cambodge peut atteindre ces objectifs ambitieux.

En conclusion je veux vous assurer de notre sincérité et de notre sérieux dans la poursuite de ces politiques et de ces mesures dans tous les secteurs. Je tiens à répéter que nous accueillons très volontiers votre participation au contrôle de la réalisation de nos programmes de réformes.

Je soutiens entièrement le projet de créer un groupe de travail sur la politique sociale en plus des quatre groupes existants.

[traduction abrégée, non officielle, du texte anglais]

"Nous mettons en place les moyens de la réforme administrative"

un entretien avec S.E. Sum Manit

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

Cette réforme administrative, qui est l'un des dossiers majeurs sur lesquels travaille le gouvernement, n'a pas pour seul objectif de diminuer les effectifs de la Fonction publique, estimés à un peu moins de 163 000 personnes (sans tenir compte des effectifs de l'Armée et de la Police).

redéfinir les missions de chaque ministère

Il s'agit d'abord de bien définir les missions de chaque ministère. Eviter qu'il y ait des chevauchements par exemple entre les ministères de l'Agriculture, des Ressources en Eau, du Développement rural. Entre les ministères des Affaires sociales et de la Santé. Il faut en même temps améliorer

les structures à l'intérieur de chaque ministère en fonction de l'accroissement des missions. Ce travail est en cours et dans un mois ou deux les missions des ministères seront précisément définies.

pour une meilleure gestion une analyse fonctionnelle

Nous avons le projet de réaliser une analyse fonctionnelle de la fonction publique : combien de postes sont nécessaires ? Qui fait quoi ? Il y a là un travail de base indispensable. Nous attendons pour cela un consultant, ou un expert, qui nous enseigne comment faire. Il faut que tous les ministères, et au niveau des provinces et des districts apprennent à mieux s'organiser.

fin 99 toute la fonction publique sur informatique

Concernant les effectifs, on a procédé en 1995, avec l'aide du PNUD, à un comptage des agents de la Fonction publique. Le projet que nous sommes en train de réaliser est beaucoup plus ambitieux : il consiste à créer une base de données qui permette un système de paie informatisé et centralisé — alors que jusqu'ici les fiches de paie étaient faites manuellement.

Déjà le système fonctionne pour : le Palais royal, la Présidence du Conseil, le ministère du Commerce, le ministère du Développement rural, et le secrétariat d'Etat à la Fonction Publique, soit 7 200 personnes. Huit autres ministères sont en cours d'informatisation. En décembre 1999 le système aura été entièrement mis en place, pour les 24 ministères. A elle seule l'Education nationale, avec 83 000 personnes, représente plus de la moitié des effectifs de la Fonction publique.

Le secrétariat d'Etat à la Fonction publique contrôlera l'ensemble : les noms, les effectifs, les changements d'affectation, les licenciements, les départs à la retraite, les recrutements, etc ... Cette base de données sera un outil de gestion très important.

Nous avons eu pour cela l'aide de l'Union Européenne. Mais cette aide est pour l'instant terminée; nous avons encore un expert en informatique pour le court terme, financé par le PNUD, mais nous travaillons avec nos propres moyens : 7 à 8 personnes, et nous devons compter sur le budget national. Nous manquons de matériel informatique et de techniciens. Nous dépendons beaucoup des experts étrangers.

Il est malgré tout exclu d'interrompre la mise en place de cette banque de données après un bon début.

[sur la réforme administrative voir aussi *cn 66 et 74*; ce n° p. 1 et 4].

A PROPOS ...

dialogue avec eux au CNS. L'affaire devrait venir devant la 17ème Chambre correctionnelle vers octobre.

finances internationales

Une conférence du Club Franco-Cambodgien des Affaires, le 10 juin, portait sur la situation financière internationale. Rapide aperçu : En 1998 le taux de croissance économique dans le monde

étant tombé de 4 à 2 %, le FMI, la Banque Mondiale et les banques centrales se sont efforcés de créer un environnement monétaire expansionniste pour compenser les déficits budgétaires — notamment au Japon. Conséquences : peu-sur l'inflation; forte hausse du prix des actifs financiers : entre le 1.10.98 et le 9.6.99 le Dow Jones a augmenté de 45 %, Paris de 43 %, Hong Kong de 63 %, Singapour de 117 %, la Corée du Sud de 163 % ... Ces

très fortes hausses pourraient n'être que provisoires !

Pour 1999 on prévoit, scénario optimiste : un dynamisme plus modéré aux Etats-Unis ("atterrissage en douceur"), un ralentissement en Europe, une reprise au Japon, un commerce mondial faible; la croissance mondiale reprend, et les ajustements ont lieu sans heurts dans les pays en développement. Scénario moins optimiste : chute brutale aux Etats-Unis, pas de reprise en Europe, une fai-

blesse persistante au Japon. Alors l'amélioration serait remise à plus tard.

Traits marquants de la période : l'irrationalité des cours de bourse, l'énormité du déséquilibre de la balance commerciale américaine (300 milliards de dollars ?), une grosse incertitude concernant le Japon, et pour l'Europe la crainte que des "rigidités structurelles" l'empêchent de retrouver une

(suite page 4)

H U N S E N

Dans le court terme, le gouvernement impose de strictes restrictions à l'embauche, et demandera à 2000 fonctionnaires et 3000 enseignants de se retirer. Pour faire face au manque d'enseignants, le gouvernement autorisera le ministère de l'Education à embaucher des enseignants sous contrat.

mesures pour la forêt

Quant à la gestion des forêts qui a attiré de façon répétée l'attention de la communauté internationale, le gouvernement est résolu à intervenir énergiquement et à améliorer cette gestion. Nous avons obtenu des résultats encourageants. La question de la corruption et des activités illégales a été traitée de façon efficace. Au total, on relève quelques cas d'activités illégales à petite échelle.

Le gouvernement concentre maintenant ses efforts à mettre en place et renforcer un système de surveillance qui repère les activités illégales, et

à installer un système durable de gestion.

Avec l'aide de l'ADB, le gouvernement va revoir tous les contrats de concession forestière, cette tâche doit être terminée en juin 2000.

En attendant, le ministère de l'Agriculture a reçu le 11 juin instruction d'appliquer strictement le prakas du 25 janvier 1999 sur les mesures pour lutter contre les activités forestières illégales et pour assurer une bonne gestion de la forêt. D'ici la fin de 1999 le projet de loi sur la gestion de la forêt sera soumis à l'Assemblée.

appropriations illégales

Cependant d'autres défis apparaissent. Dans tout le pays se pratique la coupe illégale de la forêt pour l'utilisation personnelle du terrain. Je me suis personnellement intéressé à à de nombreux cas de grignotages

illégaux. Le gouvernement a récemment confisqué de nombreux terrains dont s'étaient emparés de puissants escrocs officiels, et les a rendus à l'Etat ou à leurs précédents propriétaires.

nouvelle loi foncière

Pour établir un environnement légal adéquat la nouvelle loi foncière devra être adoptée d'ici la fin de 1999.

D'autre part, des instructions ont été données pour que des comités provinciaux et municipaux soient créés immédiatement pour traiter des litiges fonciers.

Avant 2010 le Cambodge assurera son destin

Grâce à des mesures concrètes, nous espérons établir un environnement permettant le développement à long terme du Cambodge.

A la réunion de Tokyo en février dernier, j'ai dit qu'avant la fin de la première décennie du prochain siècle le Cambodge veut assurer pleinement son destin, devenir un partenaire à part entière dans les affaires régionales et mondiales, et devenir une nation vraiment libre, libéré avant tout du besoin et de la pauvreté. Je suis convaincu que c'est seulement grâce à ces réformes que le Cambodge peut atteindre ces objectifs ambitieux.

En conclusion je veux vous assurer de notre sincérité et de notre sérieux dans la poursuite de ces politiques et de ces mesures dans tous les secteurs. Je tiens à répéter que nous accueillons très volontiers votre participation au contrôle de la réalisation de nos programmes de réformes.

Je soutiens entièrement le projet de créer un groupe de travail sur la politique sociale en plus des quatre groupes existants.

[traduction abrégée, non officielle, du texte anglais]

"Nous mettons en place les moyens de la réforme administrative"

un entretien avec S.E. Sun Manit

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

Cette réforme administrative, qui est l'un des dossiers majeurs sur lesquels travaille le gouvernement, n'a pas pour seul objectif de diminuer les effectifs de la Fonction publique, estimés à un peu moins de 163 000 personnes (sans tenir compte des effectifs de l'Armée et de la Police).

redéfinir les missions de chaque ministère

Il s'agit d'abord de bien définir les missions de chaque ministère. Eviter qu'il y ait des chevauchements par exemple entre les ministères de l'Agriculture, des Ressources en Eau, du Développement rural. Entre les ministères des Affaires sociales et de la Santé. Il faut en même temps améliorer

les structures à l'intérieur de chaque ministère en fonction de l'accroissement des missions. Ce travail est en cours et dans un mois ou deux les missions des ministères seront précisément définies.

pour une meilleure gestion une analyse fonctionnelle

Nous avons le projet de réaliser une analyse fonctionnelle de la fonction publique : combien de postes sont nécessaires ? Qui fait quoi ? Il y a là un travail de base indispensable. Nous attendons pour cela un consultant, ou un expert, qui nous enseigne comment faire. Il faut que tous les ministères, et au niveau des provinces et des districts apprennent à mieux s'organiser.

fin 99 toute la fonction publique sur informatique

Concernant les effectifs, on a procédé en 1995, avec l'aide du PNUD, à un comptage des agents de la Fonction publique. Le projet que nous sommes en train de réaliser est beaucoup plus ambitieux : il consiste à créer une base de données qui permette un système de paie informatisé et centralisé -alors que jusqu'ici les fiches de paie étaient faites manuellement.

Déjà le système fonctionne pour : le Palais royal, la Présidence du Conseil, le ministère du Commerce, le ministère du Développement rural, et le secrétariat d'Etat à la Fonction Publique, soit 7 200 personnes. Huit autres ministères sont en cours d'informatisation. En décembre 1999 le système aura été entièrement mis en place, pour les 24 ministères. A elle seule l'Education nationale, avec 83 000 personnes, représente plus de la moitié des effectifs de la Fonction publique.

Le secrétariat d'Etat à la Fonction publique contrôlera l'ensemble : les noms, les effectifs, les changements d'affectation, les licenciements, les départs à la retraite, les recrutements, etc... Cette base de données sera un outil de gestion très important.

Nous avons eu pour cela l'aide de l'Union Européenne. Mais cette aide est pour l'instant terminée; nous avons encore un expert en informatique pour le court terme, financé par le PNUD, mais nous travaillons avec nos propres moyens : 7 à 8 personnes, et nous devons compter sur le budget national. Nous manquons de matériel informatique et de techniciens. Nous dépendons beaucoup des experts étrangers.

Il est malgré tout exclu d'interrompre la mise en place de cette banque de données après un bon début.

[sur la réforme administrative voir aussi *cn 66 et 74*; ce n° p. 1 et 4].

A PROPOS ...

dialogue avec eux au CNS. L'affaire devrait venir devant la 17ème Chambre correctionnelle vers octobre.

finances internationales

Une conférence du Club Franco-Cambodgien des Affaires, le 10 juin, portait sur la situation financière internationale. Rapide aperçu :

En 1998 le taux de croissance économique dans le monde

étant tombé de 4 à 2 %, le FMI, la Banque Mondiale et les banques centrales se sont efforcés de créer un environnement monétaire expansionniste pour compenser les déficits budgétaires -notamment au Japon. Conséquences : peu-sur l'inflation; forte hausse du prix des actifs financiers : entre le 1.10.98 et le 9.6.99 le Dow Jones a augmenté de 45 %, Paris de 43 %, Hong Kong de 63 %, Singapour de 117 %, la Corée du Sud de 163 % ... Ces

très fortes hausses pourraient n'être que provisoires !

Pour 1999 on prévoit, scénario optimiste : un dynamisme plus modéré aux Etats-Unis ("atterrissage en douceur"), un ralentissement en Europe, une reprise au Japon, un commerce mondial faible; la croissance mondiale reprend, et les ajustements ont lieu sans heurts dans les pays en développement.

Scénario moins optimiste : chute brutale aux Etats-Unis, pas de reprise en Europe, une fai-

blesse persistante au Japon. Alors l'amélioration serait remise à plus tard.

Traits marquants de la période : l'irrationalité des cours de bourse, l'énormité du déséquilibre de la balance commerciale américaine (300 milliards de dollars ?), une grosse incertitude concernant le Japon, et pour l'Europe la crainte que des "rigidités structurelles" l'empêchent de retrouver une

(suite page 4)

LIVRES

Trafics et Crimes en Asie du Sud-est : le Triangle d' Or
 par H. Ancel et X. Raufer

C le livre mince ne traite pas de tous les trafics ni de tous les crimes qui se pratiquent en Asie du Sud-est, mais du Triangle d' Or et de la drogue.

C' est un sobre compte-rendu de ce que l' on sait, de ce que l' on peut dire, et c' est déjà beaucoup, par de sérieux spécialistes d' autre part professeurs à Paris-II.

Connaissances de base

On trouve là d' abord une sorte de pense-bête, les connaissances de base que l' on doit avoir si l' on habite en Asie du Sud-est, à moins de passer pour niais : que sont les amphétamines, le crack, l' éphédrine et le *yaa baa* (pas cher), l' ecstasy, l' héroïne, ... Moins élémentaire : "la numérotation de l' héroïne correspond aux quatre stades de sa purification" : n° 1 : morphine-base
n° 2 : héroïne-base
n° 3 : héroïne brune dite *brown sugar*, réservée au marché local
n° 4 : l' héroïne blanche ou *China White*, "le meilleur opium du monde, des chimistes réputés, incomparablement pure, parfois à 99 %, qui se sniffe à l' état pur ou s' injecte après coupage".

Il faut le latex de 3000 pavots pour faire un "viss" d' opium (1,6 kg). L' héroïne, obtenue après raffinage, se vend en briques de 700 grammes dites "Jin".

Les marques les plus connues : "KKK", "★★★", "999", "555", et pour la production de Khun Sa : "Double UO Globe", avec un logo bien reconnaissable sur le paquet.

Histoire de Khun Sa

S' agissant du légendaire Khun Sa son histoire nous est précisément contée : naissance de Chang Chifu, futur Kun Sa, en 1934 à Mông Yai au nord de l' Etat Shan, trafics et accrochages de sa bande avec les unités du Kuomintang repliées dans la zone, alliance avec l' armée birmane de 1963 à 1969, changement de camp en 1969 et alliance avec les rebelles Shan, jusqu' à devenir le chef de la Shan United Army qui, installée dans le hameau de Ban Hin Taek au nord-ouest de Chiang Rai, combat pour l' indépendance et pour le contrôle du trafic de la drogue -avec des comparses chinois "opérateurs des SR de Taiwan et "incidemment contractuels de la CIA et des SR thaïlandais".

Grande "offensive fantôme" de l' armée thaïe en 1982 pour assurer les crédits occidentaux, et extension du territoire de Khun Sa sur le sud de l' Etat Shan;

offensive birmane en 1983 et extension de Khun Sa à l' ouest de la Salween -il installe sa capitale à Ho Mong-; alliances et "nettoyages" dont les généraux du KMT font les frais, après quoi Khun Sa crée en 1985 la MTA (Mong Tai Army) ou "Armée de l' Etat Shan", qui compte 18 à 20 000 hommes et possède bientôt sa fabrique de munitions, des armes lourdes, même des missiles sol-air SAM 7...

Les Etats-Unis s' étant fâchés, nouvelle grande "offensive fantôme" des généraux birmans et thaïs en 1987, à la suite de quoi Khun Sa est autorisé à construire une autoroute Ho Mong - Mae Hong en Thaïlande, puis d' autres routes.

Et ainsi de suite pourrait-on dire : grande offensive birmane au printemps 1994; contre-offensive de la MTA au printemps 1995 -avec toutefois un nombre croissant de tués : plusieurs centaines chaque fois. "Effet sur la production des narcotiques ? Néant".

Du sensationnel pourtant fin 1995 : Khun Sa abandonne la direction de la MTA ! L' armée birmane investit Ho Mong, 13 000 soldats MTA se rendent. Est-ce la fin du Triangle d' Or ? Pas du tout, on s' en doute. Khun Sa, libre d' aller et venir en Birmanie ("blanchi" ?) se consacre, lui, sa famille, ses amis et alliés, à diverses activités dont certaines seraient en rapport avec la drogue. Mais il est bien gardé. La préoccupation des généraux birmans et des politiciens locaux : éviter que Khun Sa soit capturé et extradé aux Etats-Unis, "avec sa comptabilité personnelle"...

Et le Cambodge ?

Ce livre si bien documenté est ici très court. Manifestement l' information sûre fait défaut. Quelques indications toutefois :

"600 kg d' héroïne traverseraient le pays chaque semaine, soit plus de 31 tonnes par an". "Militaires et maffieux sont comme larrons en foire". "Depuis l' été 1996 l' ouest du pays produit des amphétamines et du hashish à destination du marché thaïlandais, les provinces de Kas Kong et de Stung Treng étant considérées "sous la coupe des narcos". "Quant à Phnom Penh, on y fait ses courses : le passage dans la capitale khmère de maffieux importants des triades de Hong-Kong, de Taiwan ou de Chine populaire, mais aussi de cartels nigériens de transport de l' héroïne, est fréquemment signalé par les services spéciaux de la région".

[sur la drogue au Cambodge on peut se reporter aussi à cn 70 et 84].

Trafics et Crimes en Asie du Sud-est : le Triangle d' Or, par H. Ancel et X. Raufer, 70 p., cartes, stat.istiques. PUF 1998

Accident de la route? Etes-vous assuré? Pas de problème appelez Indochine Insurance.



Indochine Insurance offre :

- Automobile
- Un service efficace et rapide
- Des experts pour vous conseiller sur :
 - Evaluation des risques
 - Expertise des sinistres
 - Prévention
- Motocyclette
- Santé
- Accident du travail
- Aviation
- Transport de marchandises
- Assistance rapatriement, etc...

Notre gamme comprend :

- Tous risques chantiers
- Incendies et risques divers



indochine
INSURANCE

FULL COVER, TOTAL CONFIDENCE

Indochine Insurance, N° 58 rue 178, No Problem Park, Phnom Penh - Tél : 210 676210 761/210 622/210 701 - Fax : 210 501
Agent pour : Assurances Générales de France (AGF) IART • American International Group (AIG) • The Cambodian National Insurance Company (Cambino) • Cigna • Jurneyman Services • Lloyd's of London • SCOR Re • Sonnichsen Scandinavia Group (SSG) • Willis Faber Dumas

attention : ce numéro est le dernier que vous recevrez gratuitement

CAMBODGE NOUVEAU

Politique - Economie - Finances

COMMANDE D' ABONNEMENT

Nom

Adresse

s' abonne à CAMBODGE NOUVEAU pour une durée de (cocher SVP)

3 mois (ou six numéros) 60 US\$

6 mois (ou 12 numéros) 115 US\$

12 mois (ou 24 numéros) 200 US\$

24 envois par avion ajouter
Asie \$20 Europe \$30
Amériques \$45

date

signature

envoyez-moi une facture au reçu de ce bulletin

envoyez-moi un reçu

* nos abonnés bénéficient d' une réduction de 10 % sur tous nos tarifs de publicité

Pour vous abonner, vous pouvez

- nous téléphoner au 012 803 410, nous viendrons dans vos locaux
- poser ce bulletin d' abonnement et le règlement à BP 836, Poste centrale
- venir à nos bureaux, 58 rue 302 (entre le bd. Monivong et la rue 63)
(téléphoner auparavant)

de l' étranger : libeller le chèque soit en US\$ soit de préférence en FF au nom de

Alain Gascuel - Cambodge Nouveau

le joindre au bulletin d' abonnement et l' adresser à

CAMBODGE NOUVEAU
BP 836
Phnom Penh, Royaume du Cambodge

CAMBODGE NOUVEAU

58 rue 302, Phnom Penh, Royaume du Cambodge - BP 836 - tel 012 803 410
adresse e-mail Cambodge.Nouveau@forum.org.kh

CAMBODGE NOUVEAU

Politique - Economie - Finances

Janvier 1999

Créée en février 1994, la Lettre d'Informations CAMBODGE NOUVEAU est destinée à répondre à une demande croissante d'informations objectives, précises et fiables concernant le Cambodge.

Objectifs : aider les responsables établis au Cambodge, appartenant au secteur public comme au secteur privé, tant étrangers que Cambodgiens, en les informant sur des réalités rapidement changeantes; aider les investisseurs à pénétrer ce pays très mal connu à l'étranger; constituer un lien entre le secteur public et le secteur privé; entre le Cambodge et l'étranger.

Les lecteurs de Cambodge Nouveau : les responsables d'entreprises établies au Cambodge; les responsables cambodgiens jusqu'au plus haut niveau; les organismes, gouvernementaux ou non, qui travaillent au Cambodge ou qui ont des relations avec ce pays; les entreprises qui souhaitent s'établir au Cambodge; les étudiants, etc ... Après plus de 4 ans d'existence, CAMBODGE NOUVEAU compte parmi ses abonnés la plupart des responsables cambodgiens et étrangers, entreprises établies au Cambodge, Ministères, Députés, Ambassades, ONG, Ecoles de Journalisme, Instituts de Recherche, Centres de Documentation, étudiants, particuliers, etc ... Son audience augmente régulièrement, tant au Cambodge qu'à l'étranger.

Présentation : 8 pages de format 21 x 29,7. Noir + 1 couleur, bleu et vert en alternance.

Périodicité : bi-mensuel (chaque année, en février, un Index de tous les articles parus).

Contenu :

- *un bref éditorial*, qui donne le climat : politique, psychologique, tel qu'il est recueilli auprès des responsables, ou de l'opinion en général, ou comme le voit **Cambodge Nouveau**.
 - *des interviews exclusives* de hauts responsables cambodgiens, qui permettent de connaître en profondeur, de façon sincère, nuancée, les différents courants de la vie politique du Cambodge.
 - *des enquêtes*. Exemples : l'Exploration pétrolière; l'Hévéaculture; les Salaires; le Budget; la Banque; l'Immobilier; les Echanges extérieurs; l'Enseignement; la Fiscalité; la Confection; les Routes; l'Eau, l'Electricité; les nouveaux Investissements; le Tourisme; l'Hotellerie; les Transports; Urbanisme et Aménagement du territoire; la Presse; Barrages et irrigation; ... En politique étrangère : l'intégration dans l'ASEAN; l'aménagement du Bassin du Mékong ...
- La collection de **Cambodge Nouveau** constitue une sorte d'encyclopédie en expansion continue, indispensable pour avoir une connaissance approfondie, objective, du Cambodge réel.
- *des statistiques, des graphiques, des cartes* ...
 - *très fréquemment, courts entretiens* : la conjoncture vue par les chefs d'entreprise.
 - *documentation de base* : nouvelles lois et règlements, agréments d'investissements nouveaux ...
 - *des nouvelles brèves* : informations pointues, souvent exclusives, concernant la politique et le monde des affaires.
 - *une rubrique* livres et médias
 - *des tribunes libres, des opinions*, ... **Cambodge Nouveau** est indépendant !

POUR VOUS ABONNER : VOIR AU VERSO

Cambodge Nouveau 58 rue 302, Phnom Penh - BP 836 - tel 012 803 410